

## J. Frère, L'Allemagne dans le dialogue Est-Ouest

**Légende:** Dans cette note de réflexion de 1952, J. Frère, secrétaire de légation à l'ambassade de Belgique à Rome, analyse la situation de la République fédérale d'Allemagne dans les relations Est-Ouest.

**Source:** DE VOS, Luc; ROOMS, Etienne; DELOGE, Pascal; STERKENDRIES, Jean-Michel (sous la dir.). Documents diplomatiques belges 1941-1960, De l'indépendance à l'interdépendance. Tome II: Défense 1941-1960. Bruxelles: Académie royale de Belgique, 1998. 582 p. ISBN 90-6569-670-9. p. 114-121.

**Copyright:** (c) Académie royale de Belgique

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/j\\_frere\\_1\\_allemande\\_dans\\_le\\_dialogue\\_est\\_ouest-fr-9d9ed6b0-7391-4bf6-b879-05feac0d0c86.html](http://www.cvce.eu/obj/j_frere_1_allemande_dans_le_dialogue_est_ouest-fr-9d9ed6b0-7391-4bf6-b879-05feac0d0c86.html)

**Date de dernière mise à jour:** 03/07/2015

N. : *J. Frère, legatieseccretaris.*  
*J. Frère, secrétaire de légation.*

B.Z. / A.E., 12.777.

Bruxelles, le 13 mars 1952.

## L'Allemagne dans le dialogue Est-Ouest

La présente étude cherche à analyser la situation de l'Allemagne occidentale dans la controverse entre l'Est et l'Ouest. Quelles sont ses aspirations ? Quel est son avenir ? Quels sont ses moyens ? Quelles réactions suscitera-t-elle ?

Depuis son accession au pouvoir, le Chancelier Adenauer a mené une lutte incessante pour rendre à l'Allemagne occidentale sa place dans le monde international. Son habileté, aidée par un désir certain des alliés occidentaux de relâcher les contrôles imposés à la République fédérale et aidée aussi par la menace russe, s'est avérée fructueuse. Les résultats sont connus : l'Allemagne participe sur un pied d'égalité à quatre grandes entreprises internationales : l'Organisation Européenne de Coopération Economique, la Communauté Européenne de Défense, le Plan Schuman et l'Assemblée consultative européenne. En outre, elle négocie avec ses occupants son statut futur qui ne lui sera plus imposé comme ce fut le cas jusqu'à présent.

Les objectifs du Chancelier fédéral paraissent être :

- l'égalité des droits avec les autres nations (Gleichberechtigung) avec comme corollaire la suppression de tous les contrôles alliés ;
- l'unification pacifique de l'Allemagne entière comprenant les territoires actuellement polonais ou soviétiques ;
- le rétablissement de la puissance économique et commerciale du pays, prélude à l'influence politique allemande.

L'égalité des droits et la suppression des contrôles alliés paraissent devoir être atteints sans peine. Les potentiels humain et économique de l'Allemagne sont trop importants pour ne pas être employés au service de la cause défendue par les pays occidentaux : l'organisation de la lutte contre le communisme. Et moyennant son réarmement – désiré par son gouvernement, mais craint par son opinion publique – l'Allemagne obtiendra l'égalité des droits. Il est probable que les accords contractuels en cours de négociation s'en ressentiront et qu'il ne restera guère comme privilèges alliés qu'un droit de regard dans la politique allemande à l'égard de Berlin et dans le problème de l'unification.

Les contrôles de l'industrie allemande et l'office militaire de sécurité disparaîtront d'ici peu devant la puissance de l'argument que constitue la demande d'égalité de droits quand d'autres sollicitent une participation à des charges très lourdes.

L'unification de l'Allemagne constitue une question délicate qui ne sera sans doute pas résolue dans un proche avenir. Elle implique un recul décisif de la puissance soviétique en Europe.

Ce recul ne peut être obtenu que grâce à un accroissement proportionnellement très substantiel de la puissance occidentale et c'est ici qu'en Europe le rôle de l'Allemagne est décisif. L'Allemagne le sait et pour atteindre son objectif lointain d'unification, elle ne devra sans doute pas trop tarder son adhésion au réarmement européen. Mais il est essentiel pour elle qu'en s'armant elle soit libre de rétablir sa puissance

économique dont l'importance paraît aussi grande que sa puissance militaire dans la lutte d'influence qui se déroule en Europe entre l'Est et l'Ouest.

Les contrôles industriels alliés sont inefficaces dès à présent mais ils sont vexatoires. Ce n'est pas une mesure législative qui peut lutter contre la capacité de travail d'un peuple. Les Allemands travaillent beaucoup plus que les Français et les Anglais et comme ils ont d'importantes matières premières et une industrie bien équipée, il n'y aura rien d'étonnant à la prépondérance économique allemande d'ici quelques années. Les premiers signes se manifestent déjà.

Il semble donc que les objectifs de la politique allemande esquissés ci-dessus soient réalisables grâce aux moyens propres de l'Allemagne et grâce à son habileté à exploiter les faiblesses des autres.

Les réactions possibles des autres puissances devant le redressement allemand méritent d'être examinées.

### **France.**

La France souffre d'un malaise historique, économique et social. Ayant été pendant longtemps la première puissance européenne, la France est prisonnière des souvenirs de sa grandeur. Elle s'imagine que l'intelligence de son peuple (les célèbres vertus traditionnelles) et son rayonnement culturel sont insuffisants pour compenser sa faiblesse militaire, économique et sociale. Ses initiatives politiques en deviennent subtiles, mais se heurtent au réalisme des autres pays et en particulier des Allemands.

La politique française est dictée par la vanité et par la peur : celle des Soviets et celle des Allemands.

Elle essaye de neutraliser les uns et les autres par des actes d'autorité. Cette politique pourrait être fructueuse si elle était assise sur une force réelle. Ce n'est pas le cas. L'amabilité est qualifiée de faiblesse, les actes d'autorité ne sont pas pris au sérieux. N'ayant plus que le droit sans la force, la France cherche à couvrir ses faiblesses par des actes juridiques internationaux, mais elle serait incapable de faire respecter ces accords.

Elle recherche l'alliance (Etats-Unis, Grande-Bretagne), mais se fait dicter en fin de compte sa politique par ses alliés.

Elle pousse vers le fédéralisme européen, espérant dans ce cadre de droit, jouer de supériorité intellectuelle pour régir les forts ou ceux qui pourraient l'être.

Les manifestations de cette politique ne trompent pas l'Allemagne qui voit dans les plans français un moyen de faire accepter pacifiquement sa force grandissante.

Il en serait autrement si les conditions économiques et sociales en France venaient à changer, si l'inflation cessait enfin et si le Français réalisait le danger qu'il y a pour lui à avoir à ses frontières un peuple qui travaillerait davantage, et plus sérieusement que lui, avec des moyens aussi puissants.

Les dirigeants français perçoivent ce danger, mais sont incapables de le prévenir par suite de leur incapacité de s'organiser et d'organiser leurs concitoyens.

Dans les circonstances actuelles, tout contrat signé entre la France et l'Allemagne deviendra un chiffon de papier parce qu'en matière internationale la force prime encore le droit. L'influence française ne peut être profonde sur l'Allemagne actuelle.

### **Grande-Bretagne.**

L'Angleterre n'a jamais considéré l'Allemagne comme un ennemi héréditaire. Sa politique traditionnelle ayant été d'entretenir un équilibre des forces entre ses voisins du continent, elle s'est bornée à s'allier au plus faible pour contenir le plus fort.

Elle est consciente du danger immédiat que fait courir le communisme à l'Europe. L'entretien d'armées sur le continent est une charge lourde car elle immobilise des hommes nécessaires sur d'autres points du globe.

L'Allemagne doit donc contribuer à la défense commune. Cette perspective et celle de la puissance future de l'Allemagne ne paraît pas alarmer les Anglais.

Leurs intérêts Outre-Mer et les difficultés qu'ils leurs suscitent diminuent proportionnellement l'importance qu'ils attachent à l'Europe. L'Angleterre ne cherche pas à jouer le premier rôle en Europe continentale mais elle désire que les ressources du continent soient mobilisées pour créer un rempart efficace à l'expansion soviétique.

L'Angleterre est très sensible d'une part à tout ce qui touche la puissance économique allemande. Dans la situation économique précaire, elle craint, plus que jamais, la concurrence allemande. Elle restera donc en faveur du contrôle des leviers de commande de l'expansion économique allemande mais elle aura suffisamment de réalisme pour ne se faire que peu d'illusions sur la portée pratique de ces contrôles.

Ceci explique son âpreté dans la question du maintien de la contribution allemande aux frais d'occupation. Les ressources utilisées de la sorte par l'Allemagne ne serviront pas au renforcement économique de ce concurrent.

### **Etats-Unis.**

Pour les Etats-Unis, la dernière guerre avec l'Allemagne se situe dans le cadre plus vaste de sa politique mondiale. Les Américains, ayant contribué à abattre la puissance allemande, ont commencé par en tirer les conséquences de leur logique : ce pays dangereux ne pourrait plus être fort. Il manquait à l'Amérique ce réflexe inconscient de l'Européen, habitué de voir depuis des millénaires l'Europe centrale jouer le rôle de marche contre les poussées asiatiques. Le réveil fut dur devant les manifestations de l'expansion de l'Asie. Les Américains en tirèrent leurs conclusions avec la même logique : l'Europe en marge du continent asiatique doit s'unir contre le danger oriental. Elle constitue de son côté le pays de marche nécessaire à la protection des Etats-Unis, l'océan Atlantique étant devenu un lieu plutôt qu'un obstacle. Sans l'Europe, le théâtre de la percée future serait reportée immédiatement aux côtes américaines.

Il est naturel que les Etats-Unis consentent leurs moyens d'organisation de l'Europe sur le peuple qui leur paraît le plus actif et sur lequel leur action peut s'exercer le plus facilement puisqu'ils sont sur place : l'Allemagne.

Ils estiment que leur présence en Allemagne leur donne des moyens de pressions plus efficaces que ceux qu'ils peuvent utiliser dans les autres pays européens.

Grâce à l'aide financière, ils estiment d'autre part qu'en faisant pression sur les Européens occidentaux pour leur unité, ils attireront l'Allemagne vers l'Occident et lui permettront, pacifiquement, une expansion, contenue à l'Est pour maintenant, mais inéluctable parce que les Allemands sont les plus dynamiques des peuples européens.

Dans l'esprit des Américains, il ne fait aucun doute que l'Allemagne sera leur allié européen le plus sûr contre le communisme. C'est tout ce qui les intéresse.

### **U.R.S.S.**

On dit couramment que l'U.R.S.S. vise à la domination mondiale. C'est probablement exact, mais ce n'est pas prouvé. La doctrine marxiste enseigne bien que le communisme ne pourra être stabilisé et réalisé que par la disparition du capitalisme, ce qui implique l'instauration de systèmes communistes dans le monde. La théorie est-elle la source du mouvement d'expansion soviétique ou est-ce le contraire ? Il est un fait qu'examinant la carte du continent eurasiatique, les dirigeants soviétiques doivent subir une tentation presque irrésistible de mettre la main sur ce qui leur paraît être une parcelle infime par rapport à l'étendue de leur

empire. Et cette parcelle contient de telles richesses que la tentation en est doublée.

Les hésitations russes sont difficiles à expliquer.

Peut-être en trouvera-t-on la cause dans les considérations suivantes relevant de la démographie et de la théorie marxiste : il paraît exister une crainte instinctive du "terrien" de l'Asie envers les populations maritimes de l'Europe. Cette crainte pourrait relever de deux complexes : le malaise que doit éprouver l'homme des steppes, habitué aux immenses étendues, devant cette population entassée sur un petit espace et organisé de ce fait à un niveau inconcevable pour ceux qui sont constamment tributaires des distances. Il doit avoir l'impression de se trouver devant une accumulation terrifiante d'ennemis potentiels dont il est incapable de comprendre la mentalité. L'espace peu peuplé confère un sentiment de liberté de mouvement qui n'existe pas chez nous. Les trois cent millions d'Européens avec leur industrie doivent paraître infiniment dangereux aux deux cent millions de Russes disséminés sur un immense territoire.

Le second complexe pourrait relever de questions climatiques. On peut se demander si la douceur du climat occidental n'agit pas sur des individus habitués aux rigueurs du climat continental. Il est frappant de constater que toutes les grandes invasions asiatiques se sont amorties elles-mêmes en Europe maritime.

La "tactique marxiste-léniniste" proclame une doctrine où l'attaque de front au point le plus fort est pratiquement proscrite. Il est intéressant d'observer que les communistes ont toujours procédé en biaisant. Ceci semble tenir à la genèse même des mouvements communistes, tous nés dans la clandestinité et où, en plus, le rôle des Israélites fut considérable. Quand on connaît la manière dont furent persécutés les Juifs en Europe centrale au cours de ces derniers siècles, ces méthodes n'ont rien de surprenant.

La "tactique marxiste-léniniste" trouve un cas d'application intéressant pour l'Europe occidentale. Si l'on admet l'argument démographique développé ci-dessus, le raisonnement suivant peut être tenu : craignant l'Europe occidentale, tout en la convoitant, l'Asiatique russe ne l'attaquera pas de front.

Il cherchera à la transformer en une terre amie par un travail de sape de l'organisation existante. Ayant par la subversion affaibli l'adversaire, l'Europe tombera sans coup férir sous l'influence soviétique et les deux cent millions de Russes seront dans leur pleine force pour imposer leur paix aux trois cent millions d'Européens affaiblis.

L'intérêt pour la Russie de la lutte contre l'Amérique provient de ce que ce continent constitue un pôle d'attraction du monde libre, par sa force et son organisation. Gagner l'Europe, c'est affaiblir l'Amérique d'une manière décisive, mais pour gagner l'Europe il faut le faire sans coup férir pour les raisons indiquées ci-dessus et pour garder intacts les forces communistes dans l'attente du conflit final qui opposera finalement, d'après la théorie, le monde communiste au monde capitaliste.

L'Allemagne est un des pions essentiels de ce jeu. Elle doit être neutralisée, si son absorption paraît trop dangereuse comme c'est peut-être le cas actuellement. Sans l'Allemagne, l'Europe serait réduite à une petite zone côtière, vivant de son commerce avec le reste du monde, mais dépendant presque exclusivement de ses possessions d'Outre-Mer.

En brisant alors les liens entre les métropoles européennes et les colonies, la Russie condamnerait l'Europe à périr, et il y aurait des malaises sociaux qui créeraient le climat favorable à l'instauration de "démocraties populaires". En "libérant" l'Afrique et l'Asie à son profit et en neutralisant l'Allemagne, l'U.R.S.S. ferait la conquête de l'Europe sans coup férir.

Ceci pour les plans offensifs des Soviétiques. De pareils plans peuvent parfois paraître assez surprenants.

L'expansion, l'impérialisme se conçoivent pour un peuple à l'étroit et sans ressources. Ce n'est pas le cas pour la Russie à laquelle ne manque que le capital installé. Son territoire est souvent inhospitalier mais il est vaste.

Il n'y aurait donc rien de surprenant à ce que l'action soviétique soit polyvalente et qu'elle relève de la peur d'une invasion du monde extérieur. Pareille polyvalence se constate dans toute l'organisation industrielle soviétique qui peut du jour au lendemain travailler pour la paix ou pour gagner la guerre. La politique extérieure soviétique relèverait-elle des mêmes conceptions ? C'est probable.

Sous l'aspect défensif, la politique soviétique peut s'appuyer sur les considérations suivantes : l'invasion du territoire russe par l'Ouest a été fréquente. Si l'espace a eu raison des envahisseurs, il n'en est pas moins résulté de grands dommages à la Russie. Il est normal que la crainte d'une invasion existe et que la Russie désire s'en prémunir. Un pays aussi peu peuplé que l'Europe orientale est incapable, faute d'hommes, d'établir un rempart continu à l'envahisseur. Celui-ci sera toujours à même de pénétrer au cœur du pays conquis et d'y causer un dommage dont l'importance possible va croissant avec l'industrialisation du pays.

La réaction des dirigeants soviétiques due à l'hypothèse d'une mentalité défensive est normale : il faut créer à son profit une zone de marche couvrant le continent soviétique. Cette zone doit être suffisamment profonde pour amortir le choc des envahisseurs. Il faut donc pousser vers l'Ouest. La tactique défensive se transforme en impérialisme.

La configuration géographique de l'Europe appelle pour une pareille attitude : au fur et à mesure que l'on avance vers l'Ouest, le front à défendre se rétrécit, la création d'une ligne de défense continue devient possible et partant les chances d'invasion profondes diminuent plus que proportionnellement à la largeur de la bande de terrain qu'il est possible de contrôler à l'Ouest.

Pour l'Europe, ce raisonnement peut expliquer comment un pays aussi peu peuplé que la Russie puisse se trouver en expansion.

Sous l'aspect défensif, l'affaiblissement systématique de l'adversaire par des moyens subversifs fait partie de la "stratégie de couverture" que l'on peut prêter aux Soviétiques. Ainsi donc, l'action soviétique est probablement polyvalente, mais qu'elle soit offensive ou défensive, ses moyens d'action restent sensiblement les mêmes.

On peut raisonnablement penser que les Russes n'ont pas encore fait un choix qui leur sera dicté par les circonstances. La doctrine et la tactique marxiste-léniniste encouragent d'ailleurs pareille attitude.

Quelle est l'importance de l'Allemagne dans le jeu russe ?

Les Russes ont certainement une grande admiration pour le potentiel militaire, économique et humain de l'Allemagne. Cette admiration s'est manifestée à plusieurs reprises depuis la révolution soviétique : techniciens allemands, spécialistes allemands abondaient à certains moments en U.R.S.S.

De son côté, l'Allemagne a, semble-t-il, été tentée de longue date par la soumission des populations slaves susceptibles par cette soumission de lui donner une puissance prépondérante en Europe et ailleurs. Les Russes connaissent l'appel que l'Est constitue pour certains Allemands et ils cherchent à l'utiliser. Mais l'admiration russe est mêlée d'une crainte qui trouve ses sources dans le passé historique.

L'Allemagne, aux yeux des Russes, est un glacis. Base de départ pour l'invasion des steppes russes, elle est aussi la clé de l'Europe occidentale. Il faut donc soit la conquérir, soit la neutraliser.

La conquête présente des risques considérables dans les circonstances actuelles. Réarmement ou pas réarmement, il y a des forces stationnées dans la partie de l'Allemagne non contrôlée par l'U.R.S.S. Ces forces sont insuffisantes, mais elles manifestent l'intention nette de l'Occident de s'opposer à l'expansion russe vers l'Ouest. Si l'U.R.S.S. coupe court à l'accroissement du potentiel militaire occidental en attaquant, elle n'aura sans doute guère de difficultés à conquérir l'Europe mais parviendra-t-elle à limiter la guerre à cet objectif ? Ce n'est pas probable. Le potentiel militaire russe aura été affaibli dans une certaine mesure, elle aura conquis un morceau de continent qui lui procurera peut-être de substantiels avantages industriels mais risquent cependant de constituer une charge importante par suite de la densité de sa population. Elle se

trouvera face à l'Amérique disposant des ressources de son continent et de celles de l'Afrique.

En outre, l'homme des steppes asiatiques sera en contact intime avec une civilisation capable de l'amollir.

Enfin, pourquoi l'U.R.S.S. attaquerait-elle au seul endroit où par une action directe elle est certaine de provoquer la guerre générale ? Cela semble si opposé à la mentalité et à la doctrine communiste que pareille action paraît peu probable. Elle se concevrait si l'U.R.S.S. était à court de moyens et si une menace vitale pesait sur elle. Est-ce le cas dans l'optique soviétique ? On a peine à le croire après l'examen des mobiles qui paraissent faire agir les dirigeants soviétiques. Il semble exister en effet encore un autre frein à l'action violente de la part de l'U.R.S.S. : son organisation propre. Si le régime soviétique est dictatorial, il n'en est pas moins dirigé par un collège de dictateurs, le Politbureau où Staline semble jouer le rôle d'arbitre.

Quand il s'agit d'une action comportant des risques aussi importants qu'une guerre générale, on peut se demander si une décision nette peut être arrachée d'un collège où doit exister une formidable lutte d'influence.

L'autre solution de la politique allemande de l'U.R.S.S. est la neutralisation avec l'arrière-pensée de l'exploiter à son profit. Dans les circonstances actuelles, neutraliser signifie abandon de l'occupation et unification de l'Allemagne. Une manœuvre dans ce sens se dessine. Les appels répétés à l'unité allemande lancés récemment par le gouvernement de la République Démocratique Allemande viennent d'être appuyés par une proposition soviétique de conclure un Traité de paix avec l'Allemagne.

Si cette politique se conçoit facilement, elle est difficile à réaliser. La Russie, avec la logique de son impérialisme offensif et défensif, a poussé la Pologne devant elle, tout en s'assurant. Mutilant la Pologne à l'Est, l'U.R.S.S. lui a donné un morceau de l'Allemagne en échange. La Pologne fera-t-elle à nouveau les frais de la politique allemande de l'U.R.S.S. ? Elle le craint certainement et plusieurs manifestations ont eu lieu récemment en Pologne pour affirmer les droits polonais à la frontière Oder-Neisse. La Russie aura donc à résoudre le problème polonais en même temps que celui de l'Allemagne. Son action ne sera plus prudente. Une concession de l'Ouest sur les frontières orientales de l'Allemagne aurait pour effet de simplifier considérablement la tâche de l'U.R.S.S. qui pourrait – sans arrière-pensée – consacrer toute son énergie à la neutralisation de l'Allemagne.

Une Allemagne neutralisée, privée d'une armée forte, constituerait enfin le vide à l'Ouest recherché par l'impérialisme russe. Consciente de sa supériorité dans l'action de sape des régimes bourgeois, l'U.R.S.S. pourrait alors concentrer son action subversive sur une Allemagne qui lui est actuellement interdite. Aidée par les vicissitudes de la politique et poussant à provoquer les difficultés dans la politique intérieure allemande, elle pourrait espérer petit à petit attirer toute l'Allemagne dans son orbite.

Si la simple action subversive ne suffisait pas, l'U.R.S.S. aurait encore d'autres possibilités : l'action en Afrique, en Amérique du Sud, et en Asie, tendant à détourner l'attention de l'Occident vers ces territoires et à provoquer une crise dans l'approvisionnement européen en matières premières indispensables à sa prospérité.

L'Allemagne est sensible aux importations d'Outre-Mer. On peut donc par ce moyen hâter le processus de désagrégation entamé par un travail de propagande effectué dans une Allemagne désarmée et unifiée. L'Allemagne est pour l'U.R.S.S. une occasion inespérée. Elle continuera à jouer cette carte jusqu'au bout.

## Conclusions.

Pendant des millénaires la répugnance allemande et autrichienne a été le rempart naturel de la perpétuelle poussée asiatique. En amortissant les vagues venues de l'Est, le rempart germanique a permis l'éclosion de la civilisation occidentale. Suivant le flux ou le reflux de l'Asie, les voisins occidentaux de l'Allemagne ont tenté d'affaiblir ou de renforcer l'Europe centrale. En méprisant trop longtemps cet enseignement millénaire, les hommes de Versailles ont permis une des plus redoutables accumulations de puissances qui ait été connue. Il faut reconstituer le rempart. On s'y emploie en Allemagne ; il ne faudrait pas négliger le Sud-est

européen. La force de l'Allemagne et de l'Europe centrale apparaît comme une nécessité de l'équilibre de l'Europe perpétuellement menacée par l'Est, mais il est vital pour l'Ouest que la force allemande soit canalisée à son profit. Le dynamisme du peuple allemand impose de ce fait certains sacrifices.

Les constructions juridiques des vieux Etats de droit de l'Occident permettront-elles de canaliser la vitalité allemande ? Oui si avec un réalisme suffisant on donne à l'Allemagne la place qui lui revient. La collaboration avec l'Allemagne doit gagner en sécurité. Il faut faire l'effort nécessaire pour situer à l'échelon local les vieux différends entre l'Allemagne et l'Ouest. Ce n'est qu'alors qu'une certaine sécurité pourra être réalisée en Europe. L'Allemagne occidentale, plus proche de nous que l'Allemagne prussienne, nous offre une occasion qu'il faut saisir. En attachant vite et bien l'Allemagne occidentale à l'Ouest, on peut espérer assimiler un jour les Allemands de l'Est – des anciens slaves – et rejeter la marche de l'Occident à une distance suffisante.

La théorie marxiste-communiste nous offre aussi une occasion. Figée, malgré sa souplesse proclamée sans cesse, elle croit immuablement à l'usage de tactiques obscures, en négligeant la stratégie. Il est contraire à ses fondements qu'elle incite l'U.R.S.S. à une action directe au point le plus fort des dispositifs des adversaires qu'elle s'est donnés.

Le matérialisme historique proclame la primauté des faits économiques sur les faits politiques. Tant que l'U.R.S.S. espérera affaiblir ses adversaires par la tactique et par l'économie, on conçoit mal qu'elle passe à l'action directe, dont les dangers sont incalculables. La mentalité et la structure même de cet Etat planifié et collectif s'oppose à l'action que lui dicte son impérialisme polyvalent.